



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le jeudi 30 octobre 1997 — N° 127

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jean-Pierre Charbonneau**

QUÉBEC

30 octobre 1997

30 octobre 1997

Le jeudi 30 octobre 1997

N° 127

La séance est ouverte à 10 h 04.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Sur la motion de M. Jolivet, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi n° 156, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi n° 156, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

Le projet de loi n° 156 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi n° 156 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière à la majorité des voix.

À 11 h 46, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

30 octobre 1997

La séance reprend à 14 h 03.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 162 Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de retraite.

La motion est adoptée.

M. Trudel, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 160 Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

Mme Carrier-Perreault, ministre déléguée aux Mines, aux Terres et aux Forêts, au nom de M. Chevette, ministre d'État des Ressources naturelles, dépose :

Le rapport annuel du ministère des Ressources naturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1167-971030)

30 octobre 1997

M. Ménard, ministre de la Justice, dépose :

Les rapports annuels des corporations professionnelles suivantes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997 :

- l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec; (Dépôt n° 1168-971030)
- l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec; (Dépôt n° 1169-971030)
- l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec; (Dépôt n° 1170-971030)
- l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec; (Dépôt n° 1171-971030)
- l'Ordre des optométristes du Québec; (Dépôt n° 1172-971030)
- l'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec; (Dépôt n° 1173-971030)
- l'Ordre des pharmaciens du Québec; (Dépôt n° 1174-971030)
- l'Ordre des psychologues du Québec; (Dépôt n° 1175-971030)
- l'Ordre des techniciennes et techniciens dentaires du Québec; (Dépôt n° 1176-971030)
- l'Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec; (Dépôt n° 1177-971030)
- l'Ordre des technologues en radiologie du Québec; (Dépôt n° 1178-971030)
- l'Ordre des traducteurs et interprètes agréés du Québec; (Dépôt n° 1179-971030)

30 octobre 1997

–l'Ordre des urbanistes du Québec.

(Dépôt n° 1180-971030)

Le rapport annuel de la Chambre des huissiers de justice du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1181-971030)

M. Boisclair, ministre délégué aux Relations avec les citoyens, dépose :

Le rapport annuel du Commissaire aux plaintes des clients des distributeurs d'électricité, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1182-971030)

Le rapport annuel du Conseil des aînés, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1183-971030)

Le rapport annuel du Conseil permanent de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1184-971030)

Mme Carrier-Perreault, ministre déléguée aux Mines, aux Terres et aux Forêts, dépose :

Le rapport annuel de la Société nationale de l'amiante, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1185-971030)

M. le Président dépose :

Conformément à l'article 29 de la *Loi sur le Protecteur du citoyen*, le rapport spécial du Protecteur du citoyen à l'Assemblée nationale sur les plaintes de contribuables concernant le refus du ministre délégué au Revenu de leur accorder les avantages fiscaux liés à des projets de recherche scientifique et de développement expérimental (R & D).

(Dépôt n° 1186-971030)

30 octobre 1997

Le rapport du Directeur général des élections sur la mise en application de l'article 490 de la *Loi électorale* dans le cadre de l'élection partielle du 6 octobre 1997 dans la circonscription électorale de Duplessis.

(Dépôt n° 1187-971030)

Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose :

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 22 octobre 1997, a étudié le Plan triennal d'activités de Télé-Québec pour les années 1997 à 2000, conformément à l'article 19 de la *Loi sur la Société de télédiffusion du Québec*.

(Dépôt n° 1188-971030)

Dépôt de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Barbeau (Vanier) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 882 citoyens et citoyennes du Québec, concernant la mise en application de la clause d'appauvrissement zéro.

(Dépôt n° 1189-971030)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

30 octobre 1997

Motions sans préavis

M. Bouchard, premier ministre, propose :

QUE l'Assemblée nationale, en ce dixième anniversaire de son décès, rende hommage à la mémoire d'un des grands premiers ministres et bâtisseurs du Québec moderne, monsieur René Lévesque et souligne plus particulièrement son apport exceptionnel, tout au long de sa carrière publique, au renforcement et à la vitalité de nos institutions démocratiques ainsi que sa contribution remarquable à la prise en main, par le peuple du Québec, de son destin économique et politique.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Jolivet, leader du gouvernement, propose :

QUE l'ordre de renvoi du projet de loi n° 158, Loi abrogeant certaines lois permettant la constitution de personnes morales en matière agricole et modifiant diverses dispositions législatives, pour étude détaillée à la commission plénière soit révoqué et que ledit projet de loi soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

La motion est adoptée.

M. Béchard (Kamouraska-Témiscouata), présente une motion concernant les résultats du référendum du 30 octobre 1995; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. le Président donne les avis suivants:

30 octobre 1997

- la Commission de l'administration publique se réunira afin d'examiner les engagements financiers du ministère des Affaires municipales contenus dans les listes des mois de janvier 1996 à mars 1997;
- la Commission des transports et de l'environnement se réunira afin d'examiner les orientations, les activités et la gestion de la Société québécoise de récupération et de recyclage.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 298 du Règlement, M. le Président informe l'Assemblée que l'interpellation du vendredi 31 octobre 1997 entre M. Paradis (Brome-Missisquoi) et M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, portant sur « l'état des services de santé au Québec », aura lieu de 10 h 30 à 12 h 30.

M. le Président informe également l'Assemblée que, le vendredi 7 novembre 1997, M. Williams (Nelligan) s'adressera à Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Revenu, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant: « les contrôles accrus visant l'économie souterraine ».

AFFAIRES DU JOUR

À 15 h 27, sur la motion de M. Jolivet, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mardi 4 novembre 1997, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU